Sergio Rodriguez Lezcano

Directeur de la revue zapatiste *Rebeldia.*

« Personne » et le Cyclope

Revenant sur les transformations politiques et sociales de la société mexicaine dans les années 1990, et sur les capitulations idéologiques de la gauche traditionnelle, Sergio Rodriguez synthétise l' originalité et l' apport de l'expérience zapatiste.

« À Bucarest, une grue emporte la statue de Lénine. À Moscou, une multitude avide fait la queue devant la porte de McDonald's. L'abominable mur de Berlin est vendu en petits morceaux. À Varsovie, à Budapest, les ministres de l'Économie parlent tous comme Margaret Thatcher. À Pékin aussi, alors que les tanks écrasent les étudiants. Le Parti communiste italien, le plus important d'Occident, annonce son suicide proche. »

Eduardo Galeano
Los Niños perdidos a la intemperie

L'avant-garde

La chute du vieil ordre mondial – symbolisée par deux images, la chute du mur de Berlin, en 1989, et la disparition de l'Union soviétique, en 1991 – a représenté le début d'une grande crise de la pensée, du programme, de la théorie et surtout de la pratique de la gauche internationale en général, et de celle du Mexique, en particulier. À gauche, à des degrés de responsabilité différents, ceux qui soutenaient le Mur comme ceux qui le combattaient, en ont reçu des morceaux sur la tête. Une certaine façon de comprendre la politique, une certaine vision du monde ont volé en éclats.
Au-delà des bonnes ou mauvaises intentions de chaque courant, la lutte pour le socialisme se retrouvait dans une sorte d'impasse. L'idée d'un parti d'avant-garde qui établirait une relation de pouvoir avec la société, basée sur la différence entre le savoir et le positionnement social, était arrivée à son terme avec la sclérose de la réflexion émancipatrice. Les « masses », terme qui contient du dénigrement, avaient besoin d'être modelées, sous prétexte que l'« idéologie dominante est celle de la classe dominante » (dixit Marx). Le parti et ses institutions, et surtout son comité central, représentaient, prétendument, la conscience historique de ses luttes (dixit Lénine).

Parallèlement, l'avancée irrésistible du néolibéralisme a eu comme conséquence l'abandon de beaucoup de ces préceptes-là, non pas pour recréer une pensée libertaire mais pour s'adapter à la situation dominante. Beaucoup de projets de la gauche se sont transformés au rythme des tambours de guerre de la nouvelle organisation du capital. Ils ont jeté l'eau sale avec le bébé en élaborant un autre discours : il est indispensable de se moderniser, de comprendre la politique non pas comme un conflit exprimant des intérêts irréconciliables mais comme un mécanisme visant à éviter que n'éclatent des crises. Je me souviens, lors de la remise des armes (par les révolutionnaires du FMLN, ndrl) au volcan Guazapa, au Salvador, d'une discussion avec Juan Ramon Medrano, commandant du FMLN (Front Farabundo Marti de libération nationale). Il me disait que pour que le FMLN devienne un parti politique électoral il était indispensable de remplacer le rouge et le noir de son drapeau « par des couleurs plus modernes, moins radicales ».
La théorie du conflit fut ainsi remplacée par celle de la divergence. Une bonne partie de la gauche révolutionnaire a fini par intégrer la classe politique, adoptant ses codes, son rythme et acceptant, comme seul espace de la confrontation, les urnes. Le marxisme a été jeté à la poubelle pas seulement en théorie mais aussi en pratique. Un exemple récent de ce reniement est apparu lors de la récente insurrection en Bolive, lorsque Luiz Inacio da Silva Lula, président du Brésil, a déclaré qu'il enverrait Marco Aurelio Garcia pour jouer les médiateurs « entre le président Sanchez de Lozada et le mouvement oppositionnel, afin de trouver une issue à la crise du pays ». Ainsi, cette gauche en arrive à aider à la réorganisation du pouvoir. Son interlocuteur, très souvent, n'est plus la société mais le pouvoir.

« Il semble qu'il n'y ait plus de place pour les révolutions, sauf dans les vitrines de musées archéologiques, plus de place pour la gauche, sauf pour la gauche repentie qui accepte de s'asseoir à la droite des banquiers ».

Eduardo Galeano
Los Niños perdidos a la intemperie

Au Mexique, la gauche est entrée dans une crise mortelle. Contrairement à ce que pensent certains, ce n'est pas parce qu'elle n'aurait pas compris le cardénisme – la majorité de la gauche a soutenu la candidature de Cuauhtemoc Cardenas en 1988. En réalité, elle est tombée sous les coups de boutoir de la reconversion productive, la lutte pour l'indépendance et pour la démocratie syndicale a tout à coup été abandonnée au nom du combat pour « une nouvelle culture du travail ». La lutte pour la terre a été remplacée par la lutte

pour les « nouvelles organisations productives de la campagne ». La lutte pour que l'État réponde aux revendications des sans-logis a été remplacée par la création de sociétés de construction appartenant aux organisations sociales, liées aux grandes banques, avec le soutien de l'État, dans une logique de marché électoraliste.

Dans ce processus, la réforme de l'article 27 de la Constitution mexicaine, selon lequel la terre devient une marchandise comme une autre, est significatif. Cette brèche a ouvert un processus de privatisation sournoise de l'électricité et du pétrole. La réforme fut lancée par Salinas de Gortari et rédigée par des individus qui avaient été des porte-parole du nationalisme révolutionnaire et par des « leaders paysans » venant de la gauche radicale. L'objectif de cette réforme a été expliqué sans détours par Luis Tellez, fonctionnaire du secrétariat d'État à la Réforme agraire de Salinas. Dans un article pour le *Wall Street Journal*, il comparait la réforme de l'article 27 avec la conquête du Far West par les colons blancs. Il affirmait que dans dix ans les investisseurs internationaux trouveraient dans ce secteur une source d'accumulation aussi importante que celle de la colonisation de la Californie. Évidemment, Tellez ne précisait pas, mais on pouvait le deviner, que pour ce faire il fallait d'abord commettre un génocide comparable à celui perpétré aux États-Unis contre les populations indigènes.

Les intellectuels organiques du régime de Salinas ont joué un rôle important dans ce processus : les revues *Nexos* et, de façon plus hypocrite, *Vuelta*. Un des écrivains de cette dernière, Enrique Krauze, est devenu le principal défenseur de la réforme de l'article 27 cherchant une justification au processus de privatisation et de marchandisation de la terre au moyen d'une prétendue vision anarchisante : « S'il avait vécu jusqu'aux années 1930, Zapata aurait continué à faire la révolution. Les bonnes intentions de Cardenas n'auraient pas pallié leurs divergences. Ces projets s'opposent dans une querelle centenaire entre l'individualisme et le collectivisme, entre l'anarchie et le socialisme. Tout comme Bakounine a dévoilé la face autoritaire qui se cachait derrière Marx, ou comme Kropotkine a noté l'indifférence de Lénine face aux projets d'autonomie des soviets, ou comme Makno – le Zapata de l'anarchisme russe – a lutté contre les bolcheviques, Emiliano Zapata, anarchiste naturel, serait retourné dans les champs de canne du Sud pour combattre un ennemi infiniment plus doux et humain que les généraux de Carranza. Ce paternalisme collectiviste n'aurait que reproduit, à l'échelle nationale et ancestrale, le problème des hommes d'Anenecuilco, vivre à la merci du pouvoir central et être propriétaires de la terre sur laquelle ils marchent. »[1]

Il s'agissait ainsi d'identifier la réforme de l'article 27 avec des personnages de gauche (Bakounine, Kropotkine, Makno et Zapata). Au lieu de la mettre en rapport avec ses véritables bénéficiaires (les banquiers, les propriétaires des grandes entreprises agraires et les caciques du « nouveau » mouvement paysan). En revanche, ceux qui s'opposaient à cette réforme n'étaient que des collectivistes nostalgiques admirateurs des « dictateurs » Marx, Lénine, du parti bolchevique et de Lazaro Cardenas. Face à cette offensive, la gauche fut incapable de répondre à la hauteur du défi, non seulement parce qu'elle était corrompue par le pouvoir mais aussi parce qu'elle avait abandonné l'horizon plébéien, émancipateur et rebelle, tout pour devenir un client de l'État, même s'il ergote.

Quelques années plus tôt, le maître de Krauze, Octavio Paz, avait expliqué la question agraire à partir d'une toute autre perspective : « La survie de *l'ejido* (propriété collective communale) s'explique non par l'influence de la révolution mondiale mais pour des raisons d'ordre historique, culturel et anthropologique. La propriété de l'*ejido* est étroitement liée à l'organisation traditionnelle et au système éthique qui, traditionnellement, régit les rapports sociaux et familiaux des paysans mexicains. Mais ce n'est pas ce que je veux souligner. Vous avez raison de dire que ce n'est pas une question économique mais sociale. C'est vrai : l'*ejido* représente une logique différente à la logique économique moderne de la rentabilité et de la productivité. L'*ejido* n'est pas un modèle optimal du point de vue économique, c'est un modèle possible de société harmonieuse. L'*ejido* est moins performant que l'agriculture capitaliste s'il s'agit de produire des quintaux de riz ou d'avoine, il est performant s'il s'agit de la production de valeurs humaines et d'établir des rapports moins durs, plus justes et libres entre les hommes »[2].

La proposition de Salinas brisait cette « société harmonieuse ». Dans sa phase actuelle de globalisation conduite sous le fouet du marché, il se proposait de reconstruire les éléments essentiels du pacte révolutionnaire, considéré comme un obstacle au projet de modernisation du capitalisme mexicain. Cette réforme prétendait, ni plus ni moins, enterrer pour toujours la révolution mexicaine, en supprimant trois de ses éléments constitutifs – la terre, Pemex (la société nationalisée d'exploitation du pétrole, ndlr) et l'industrie nationale. La réforme de l'article 27 ne visait pas seulement à affaiblir l'*ejido* mais aussi à liquider le principe constitutionnel selon lequel le sol et le sous-sol appartiennent à la nation, en essayant ainsi de porter un coup à la Pemex.

Jusqu'en 1993, il semblait que Salinas avait réussi dans sa tentative. Il était parvenu à privatiser l'essentiel des entreprises nationalisées, notamment les Téléphones du Mexique ; il était arrivé à démanteler Pemex et à placer la pétrochimie dans des mains privées ; il avait fait adopter, avec le soutien de la fraction parlementaire du PRD, certaines modifications à l'article 130, commençant à remettre en cause le caractère public, laïque et gratuit de

l'éducation ; il a fait passer les réformes à l'article 27 de la Constitution avec le soutien d'une bonne partie de la gauche mexicaine sans grandes mobilisations de protestation. Évidemment, toute la gauche ne s'est pas prêtée à cette grande manœuvre, mais la responsabilité de ce processus nous appartient à tous, à différents niveaux, certes.

Ceux qui ont compris le sens de ces réformes, analysant la signification de la privatisation de la terre, ce sont les zapatistes. Alors que certains croyaient dans le discours de Tellez et se préparaient à vivre dans une abondance générée par l'excédent agricole, les zapatistes ont analysé cette décision comme une déclaration de guerre contre les communautés indigènes : « Ces réformes ont supprimé toute possibilité légale de posséder la terre (...) ; cette réforme a fermé toutes les portes devant les indigènes, les empêchant de survivre de façon légale et pacifique »[3].

En octobre 1993, Jorge Castañeda a écrit *L' Utopie désarmée*, résumée en ces termes par Gabriel Garcia Marquez : « C'est l'histoire – bien pensée et bien racontée – de la grandeur et des mésaventures de la gauche latino-américaine, victime de ses propres volontarismes et des dogmes d'autrui. C'est aussi une alternative, polémique mais moins illusoire, pour survivre au naufrage, même si on perd les meubles. » En réalité, l'objectif était tout autre : on cherchait à raconter l'histoire des appareils des organisations politico-militaires ou simplement politiques de la gauche latino-américaine. La société n'est jamais citée dans ce livre, avec ses luttes, ses défaites, ses succès, ses processus (« grandeur et mésaventures »). Il s'agissait de raconter l'histoire des complots, les manœuvres (réelles ou imaginaires), des pactes, des trahisons, évidemment pas celle de l'auteur. Et, surtout, il s'agissait d'exorciser les trahisons, à l'exception évidemment de celle de l'auteur. Il s'agissait enfin d'exorciser les positions radicales pour vanter ce qui prétendument était viable, voire « possible ». Comme la révolution n'était plus viable ou possible, il fallait promouvoir une alternative qui ne serait qu'une version latino-américaine de la théorie de la « troisième voie » blairiste. Ce livre était un requiem de la gauche révolutionnaire et une ode à la gauche réaliste, pire encore, une ode à la « nouvelle » gauche de la droite.

Des années plus tard, le résultat est clair : une bonne partie de la gauche latino-américaine est devenue « moderne ». En réalité, elle s'est social-démocratisée, autrement dit, elle est devenue extrêmement vieille. La lutte pour le gouvernement est devenue son obsession, mais les questions les plus élémentaires qu'elle se posait jadis (gouverner pourquoi et pour qui) ont disparu de ses préoccupations. Il s'agit de gouverner sans se soucier du fait que le programme que l'on propose ou, en cas de victoire, que l'on va appliquer, soit proche ou semblable à celui des courants néolibéraux. La nouveauté, c'est que ces initiatives voient le jour sous des gouvernements de « gauche ». Quelle est la différence entre le projet de Fox de privatisation de la Sécurité sociale et les retraites et ceux proposés par Lula ? Pour nombre de gens, cette question est stupide : la différence est que l'un est de droite et l'autre de gauche. Mais qu'est-ce que cela signifie concrètement pour les gens ? Peut-être la réponse est-elle que la mobilisation sociale peut freiner plus facilement le projet de Fox que celui de Lula.

Nous n'exagérons pas. Tarso Genaro (ancien maire de Porto Alegre, membre de l'actuel gouvernement de Lula) a souligné récemment que, sous le gouvernement du PT, il s'agit de mener à bien « un moratoire de l'espoir ». La conclusion est évidente : tant qu'il y aura un gouvernement de droite, il faudra travailler avec le « principe espérance », lorsque la gauche arrivera au gouvernement, il faudra mettre l'espoir entre parenthèses. Une idée semblable est en discussion au sein du Front large (qui pourrait emporter les prochaines élections présidentielles en Uruguay) : là-bas on annonce qu'il ne faut surtout pas promouvoir une « inflation d'espoir ».

Mais, c'est toute la contradiction, au Brésil, en Uruguay ou au Salvador, les gens votent pour la gauche précisément à partir d'un grand espoir quant à la possibilité de changer le modèle économique, social, politique ou culturel dominant. Sinon, quel sens cela aurait-il, pour la gauche, d'accéder au gouvernement ? À moins d'accepter la thèse de Marco Aurelio Garcia, le *« think tank »* du gouvernement Lula, qui a dit : « La démocratie politique ne peut être comprise comme un moyen d'atteindre la démocratie sociale ou d'avoir une meilleure position dans la lutte pour l'atteindre. La démocratie politique est une fin en soi. Une valeur stratégique et permanente. Si cette thèse est sociale-démocrate, patience, soyons sociaux-démocrates. » Mais on peut avoir des doutes : la démocratie sociale est-elle une fin en soi ? La démocratie et la justice sont-elles seulement une formule algébrique ? Sommes-nous partisans d'une « démocratie sans adjectifs » ? Krauze et Garcia même combat ?

« Personne »

Comme dans le mythe grec du cyclope Polifemus, « un fantôme appelé Personne lance un défi au pouvoir (...) Et ce Personne, c'est la majorité de cette planète. » Le 1er janvier 1994, des indigènes venus des hauteurs, du nord et de la forêt du Chiapas (« Personne » pour la gauche mexicaine) ont lancé un grand défi au pouvoir de l'argent. Mais aussi, peut-être sans le vouloir, ont-ils lancé un grand défi à la théorie, au programme et aux pratiques de la gauche internationale. Ils se sont conçus non pas comme une avant-garde ou un modèle mais comme le symptôme de quelque chose de plus profond, qui

venait de plus bas que d'en bas. D'une certaine façon, ils répondaient à un modèle économique, politique, social et culturel qui cherchait à les éliminer, à les anéantir.

Depuis l'insurrection zapatiste du 1er janvier 1994, on a vu se construire, avec difficulté mais fermeté, une certaine façon d'agir, de réfléchir, d'élaborer et d'expliquer une politique qui apparaît, pour une bonne partie des penseurs de gauche, comme une hérésie, ascientifique, précapitaliste, bonne pour la forêt mais pas pour la « polis », moraliste, ahistorique ou antithéorique, pour ne citer que quelques adjectifs. Cependant, et c'est rare dans l'histoire des luttes, un mouvement apparemment si localisé, de gens pauvres, parlant pour la plupart des langues originelles, a rencontré un écho profond chez différents sujets sociaux qui aujourd'hui se manifestent dans le monde et dans notre pays. Cela a permis que différents théoriciens de la vieille gauche et certains vieux théoriciens de la nouvelle gauche se creusent les méninges, bousculés par cet écho. Ceux-là mêmes qui sont capables de parler sur n'importe quel pays et de proposer une ligne politique pour le peuple argentin ou palestinien, d'Irak, de Tchétchénie ou de Cuba (aucun de ces peuples ne suit heureusement leurs conseils, évidemment), n'ont plus la capacité de comprendre dans sa globalité le phénomène zapatiste.

Le zapatisme représente à la fois deux éléments apparemment contradictoires : d'un côté, c'est un mouvement de rupture avec les formes traditionnelles de la théorie et de la pratique de la gauche ; d'un autre côté, il représente la continuité plus profonde des luttes d'émancipation des travailleurs de la campagne et de la ville. Rupture et continuité. Ce qui pour certains est une aporie est, en réalité, le bouillon de culture d'une nouvelle pensée. Comme le dit Françoise Proust : « Tout présent est critique. Tout présent est une bataille. L'histoire est l'histoire du présent (...). Seulement un véritable principe peut écouter d'autres principes passés. » Nous ajouterons que, pour être un présent de vérité, il devrait prendre des distances par rapport à d'autres principes passés. Rupture et continuité.

Pour approcher une possible compréhension de la pensée zapatiste nous allons utiliser la formule élaborée par Jacques Derrida, la « logique paradoxale ». Cette formule semble adaptée, contrairement au raisonnement simpliste sur l'existence de supposées contradictions dans la pensée zapatiste, qui feraient de cette pensée un système d'idées contradictoires. Si nous analysons sérieusement le raisonnement élaboré par le sous-commandant Marcos, selon lequel ce qui est fondamental dans la théorie zapatiste, il faut le chercher dans sa pratique et non dans son discours, car il est difficile d'y trouver un système théorique achevé, les contradictions apparentes n'ont rien à voir avec la différence qui existe entre le discours et la pratique, ou entre la vie et la pratique quotidiennes. Ces grands paradoxes que le zapatisme met au jour sont le produit de sa pratique. En voici quelques-uns.

- Une organisation politico-militaire qui ne veut pas prendre le pouvoir et changer la société à partir de cette position.
- Une organisation politico-militaire qui décrit avec une extrême clarté le caractère antidémocratique des organisations politico-militaires.
- Une organisation de gauche qui s'adresse à une société civile diffuse, contradictoire et parfois désespérante, au lieu de s'adresser seulement à une (prétendue) classe sociale homogène.
- Une organisation de gauche qui ne cherche pas à s'accrocher à tel ou tel courant de la pensée socialiste, mais qui fait de l'incertitude le bouillon de culture d'une pratique et d'une théorie rebelles, sans tomber dans l'éclectisme.
- Une organisation rebelle avec des racines locales qui lui permettent d'élaborer une proposition mondiale ou « intergalactique ».
- Une organisation rebelle qui, sans bâtir sa politique sur le marketing ou sur les sondages, est arrivée à construire un système de communication avec le pays d'en bas et avec le monde d'en bas, provoquant la jalousie des publicitaires.
- Une organisation d'une grande modestie et qui, en même temps, revendique la dignité comme essence fondamentale de sa pratique politique.
- Une organisation convaincue que, même si cela peut paraître contradictoire aux yeux de la classe politique, il doit y avoir une concordance entre ce que l'on dit et ce que l'on fait.
- Une organisation qui déconstruit une bonne partie du discours traditionnel de la gauche, toutes tendances confondues, en même temps qu'elle jette des ponts pour reconstruire non pas une seule pensée rebelle mais plusieurs pensées différentes.
- Une organisation qui agit dans le cadre existant sans repousser à un futur lumineux la transformation des relations sociales.
- Une organisation qui comprend l'importance de la lutte pour que la société contrôle depuis l'extérieur l'État, pour l'obliger à obéir (« Il ne s'agit pas de prendre le pouvoir mais de révolutionner son rapport à ceux qui l'exercent et à ceux qui le subissent »), mais qui voit là le début d'un chemin vers la construction de mécanismes d'auto-organisation afin d'édifier de nouvelles formes de gouvernement (les « juntes de bon-gouvernement »).
- Une organisation qui, même si elle a compris l'importance de la construction des gouvernements de ceux d'en bas, modifiant de façon permanente les rapports diriger-obéir, synthétisant l'essence de la démocratie représentative, décide de se tenir en marge des tâches de ce type de gouvernement qu'elle a aidé à construire : « L'Armée zapatiste de libération nationale ne peut pas être

la voix de ceux qui commandent, c'est-à-dire du gouvernement, même si celui qui commande le fait en obéissant. L'EZLN parle pour ceux d'en bas, pour les gouvernés, pour les peuples zapatistes qui sont son cœur et son sang, sa pensée et son chemin. »

- Une organisation qui dépasse la vieille dichotomie réforme-révolution. Pas en prenant position pour l'une ou l'autre, mais en reconnaissant que, dans la nouvelle situation du monde, la résistance et la rébellion prennent des formes et des caractéristiques nouvelles face à une offensive est globale. Ces résistances et rébellions font de son localisme, de sa petitesse, de sa marginalité, etc., sa force et son caractère invincible. Face à cette nouvelle logique de pouvoir, la vie en résistance est l'alternative à la réforme ou à la révolution.

Étudions ces deux derniers points. Dans la situation actuelle, la résistance est création. Le *« ya basta ! »* des communautés indigènes zapatistes, le « pas en notre nom » des intellectuels juifs face à l'intervention sioniste militaire contre les Palestiniens, le « qu'ils partent tous » des travailleurs argentins, le « non à la guerre contre le peuple d'Irak », entre autres, représentent des moments de création qui mettent en branle des milliers et des dizaines de milliers d'êtres humains qui reprennent la rue. Ces actions de résistance forment de grandes traces qui permettent de réorienter ceux qu'après la chute du Mur de Berlin, Eduardo Galeano appelait « les enfants perdus de la tempête ». Ils représentent surtout de nouveaux signes d'identité pour ceux qui n'ont pas vécu la chute du Mur ni l'échec du « socialisme réel » et qui aujourd'hui ont quelque 14 ans, comme ma fille.

Dans le cas de l'EZLN, cette résistance créatrice a permis de sauter par-dessus la muraille qui séparait la réforme de la révolution. En rejetant deux visions et en en créant une troisième. Le processus n'est pas tout, en éliminant la nécessité d'un objectif final, mais le but n'est pas non plus la seule chose importante. Le processus ne représente pas un long processus historique et le but n'est pas un moment d'irruption violente. Le zapatisme rompt avec cette vision, non parce qu'il renonce à l'objectif de modifier radicalement les relations sociales ou parce qu'il penserait que la lutte pour changer même partiellement les conditions de vie des gens ne serait pas justifiée, mais pour tout autre chose. Le zapatisme lie le processus au but, le but devient processus et le processus, but. Le zapatisme rapproche le futur et projette le présent.

Le zapatisme représente le meilleur exemple de ce que signifie la rupture avec le temps linéaire et avec le continuum de l'Histoire dont nous parlait Walter Benjamin[4]. Les zapatistes tirent avec leurs fusils contre le temps, contre le temps linéaire et vide, et ils construisent le temps plein (plein de luttes), le temps de maintenant, à l'instar des révolutionnaires français de 1789 qui ont utilisé une partie de leurs munitions pour tirer sur les horloges des palais et des cathédrales de Paris, une action répétée lors des révolutions de 1948 et de 1871. Daniel Bensaïd, dans un livre à mes yeux essentiel, *Marx l' Intempestif,* écrit que ce penseur est un « métèque du concept » (étranger ou extérieur à ce concept). Le zapatisme est un « métèque » de la gauche, un corps étrange, pas seulement à cause de sa mise en cause d'une série de paradigmes fondamentaux de la pensée marxiste mais aussi et surtout parce qu'il se situe hors de la pratique des organisations de gauche traditionnelles. Le sous-commandant Marcos explique ainsi cette caractéristique :

« Viens. Asseyons-nous et laisse-moi t'expliquer. Nous sommes dans des terres rebelles. Ici habitent et luttent ceux que l'on appelle les *zapateado*". Et ces zapatistes sont bien différents... et ils en désespèrent plus d'un. Au lieu de tisser leur histoire avec des exécutions, des morts et des destructions, ils s'entêtent à vivre. Et les avant-gardes du monde s'arrachent les cheveux, car dans le mot d'ordre de "Vaincre ou mourir", ces zapatistes ne meurent pas, mais ils ne se rendent pas plus et ils détestent autant le martyre que la reddition. Ils sont bien différents, certes (...). Ce sont des indigènes rebelles. Ils rompent avec les schémas traditionnels que, d'abord depuis l'Europe puis depuis tous ceux qui s'habillent de la couleur de l'argent, on leur a imposé pour regarder et pour être regardés. Aucune image ne les définit : ni l'image "diabolique" des adeptes des sacrifices humains pour contenter mal les dieux, ni l'image de l'indigène nécessiteux, la main tendue attendant l'aumône ou la charité de celui qui possède tout, ni celle du bon sauvage perverti par la modernité, ni celle de l'enfant qui amuse les grands avec ses balbutiements, ni celle du péon soumis de toutes les haciendas qui blessent l'histoire du Mexique, ni celle de l'artisan habile dont le produit décorera les murs de celui qui le méprise, ni celle de l'ignorant qui doit avoir un avis sur ce qui est au-delà de l'horizon réduit de sa géographie, ni l'image de celui qui craint les dieux célestes ou terriens. Il faut que tu saches que ces indigènes fâchent même ceux qui sympathisent avec leur cause. Car ils n'obéissent pas. Quand on attend qu'ils parlent, ils se taisent. Quand on attend qu'ils se taisent, ils parlent. Quand on attend qu'ils dirigent, ils restent en arrière. Quand on attend qu'ils restent en arrière, ils partent ailleurs. Quand on attend qu'ils parlent tout seuls, ils se mettent à parler d'autre chose. Quand on attend qu'ils se résignent à leur géographie, ils marchent dans le monde et dans leurs luttes. »

Ces « métèques » de la gauche ont dévoilé un hologramme. Une gauche habituée à provoquer des mobilisations sociales avec le but de marquer quelques points dans les élections, pour avoir quelques députés de plus, une gauche habituée à mener à bien des négociations dans le dos des représentés. Ou au contraire, une gauche habituée à répondre à la violence poli-

cière et militaire de l'État en structurant des organisations avec un discours et une pratique violents qui, petit à petit, effraie la société plus encore que le pouvoir. La lutte zapatiste représente une altération de ces tableaux. Des indigènes ont observé avec attention les disputes de ces joueurs avec un pouvoir qui tentait de les utiliser (ces joueurs) pour sa domination et ont mis des bottes pleines de boue, de marcheurs de la jungle, sur le premier tableau et un poncho propre, de marcheurs des hauteurs, sur le deuxième, tout en disant à l'unisson : « Échec ».

D'une certaine façon, la formation des « juntes de bon-gouvernement » représente la fin d'un cycle et le début d'un autre cycle de la lutte de l'EZLN. Le type d'autonomie et la décision de l'EZLN de ne pas être « la voix qui commande » reflètent une pratique politique qui justifie la conclusion de cette phase. Nombre de professeurs rouges diront que ce n'est pas possible. Que 1871 et la Commune de Paris (ceux qui ont pris le ciel par assaut) ont déjà démontré que ce genre de gouvernement autonome ne peut pas durer longtemps. Le problème, c'est que le temps zapatiste n'est pas celui de la politique traditionnelle. Les zapatistes démontrent qu'il vaut mieux vivre dans l'autonomie. L'extension de cette expérience relève de la responsabilité de tous.

Avec la formation des juntes de bon-gouvernement, preuve est faite qu'il n'est pas indispensable de prendre le pouvoir d'État central pour modifier les rapports de domination et, en général, les relations sociales dans leur ensemble. Certains diront que ce processus n'a pas grand sens, car il est localisé dans un petit territoire et concerne peu de gens. Mais c'est surtout un aveu d'impuissance plus qu'une explication. Selon Marcos, le critère de fonctionnement dans les communautés zapatistes est basé sur le principe « à chacun selon ses besoins », qui représentait pour Marx la rupture avec « l'étroit horizon du droit bourgeois »[5]. Une fois encore, certains prétendront que c'est impossible sans « un développement qualitatif des forces productives ». Eh bien, les zapatistes ont démontré qu'on peut modifier de façon durable les rapports de domination basés sur l'argent et le marché. Que d'autres s'occupent des paradoxes zapatistes, que d'autres les transforment en contradictions, que d'autres encore annoncent leur échec ! Eux se limitent à mettre leur pensée en accord avec leur action.

Si la bonne réponse à la question « que faire ? » est le rêve, il faudrait ajouter que, pour que ce rêve soit utile il faudra rêver les yeux ouverts. En effet, « la dernière sentinelle doit réveiller les autres »[6], pas pour leur dire que faire, mais pour que nous rêvions tous éveillés et fassions du rêve la vie même : « Pendant plusieurs heures, ces êtres au cœur basané ont tracé, avec leurs idées, un grand escargot. En partant de la scène internationale, son regard et sa pensée se sont glissés vers l'intérieur, passant successivement par la scène nationale, régionale et locale, jusqu'à atteindre ceux qu'ils appellent le Votan. Ainsi, à partir de la courbe la plus extérieure de la coquille de l'escargot, ils ont pensé à des mots comme globalisation, guerre de domination, résistance, économie, ville, campagne, situation politique, et à d'autres que le brouillon élimine au fur et à mesure après la question de rigueur, "Est-ce clair ou y a-t-il des questions ?" Au bout du chemin de l'extérieur vers l'intérieur, au centre de l'escargot, il ne reste que le sigle EZLN. Ensuite, il y a des propositions et, dans la pensée et dans le cœur, se dessinent des fenêtres et des portes qu'eux seuls voient (entre autres, parce qu'elles n'existent pas encore). Les mots disparate et dispersé commencent à faire du chemin commun et collectif. Quelqu'un demande : "Y a-t-il un accord ?" "Il y en a", répond la voix devenue collective. L'escargot est de nouveau tracé, mais en sens inverse, cette fois, de l'intérieur vers l'extérieur »[7].

D'autres symptômes similaires ont éclaté depuis. La plupart de ces symptômes n'ont pas attendu qu'une avant-garde clairvoyante les dirige, qu'un programme universel les organise, qu'un théorie extérieure les éclaire. Ils se sont autodirigés, auto-organisés. Ils ont élaboré leur propre programme et, petit à petit, leur propre théorie. Ils ne cherchent pas le temps perdu, et ils essayent d'échapper de l'espace de « dissidence » que le pouvoir offre toujours. De fait, ils cherchent à élaborer leur propre temps et leur propre espace de la confrontation avec le cyclope du pouvoir.

Ils s'expriment dans tous les recoins de la terre, pas seulement dans les pays pauvres, mais aussi dans les pays riches (si plein de pauvres).

Ils surgissent alors que l'on ne s'y attend pas et ils arrivent à gâter les festivités des traités commerciaux, de la construction des aéroports ou de la privatisation des universités, de l'eau ou de l'énergie. Ils se mobilisent comme jamais auparavant contre la guerre et ses conséquences.

Ils regardent avec mépris les « classes politiques ». Ils créent des ponts nouveaux, des super-autoroutes de la solidarité. Ils sont irrévérencieux, rebelles, ils ne reconnaissent personne, personne d'autre qu'eux-mêmes (« personne ») en tant que direction.

Habituellement, ils subissent des calomnies et sont mal vus des bonnes consciences de droite comme de gauche. Ils n'aiment pas les gros concepts ; ils préfèrent les petits concepts, comme celui de dignité, qui déplient leur invincible grandeur.

Ils sont mus par un principe éthique fondamental tendant à créer une cohérence entre les paroles et les actes. Plus encore, ils préfèrent faire, plutôt que dire.

Certains les traitent de prémodernes, d'autres de postmodernes. En réalité, ils seraient plutôt trans-modernes. Mais au fond ils n'ont que faire de ces définitions.

Ils n'aspirent ni ne soupirent pour le pouvoir ; ils luttent plutôt pour éliminer toute différence impliquant une relation de pouvoir (ceux qui commandent et ceux qui obéissent). Ils sont comme des poissons dans l'eau dans la différence. L'homogénéité les rend malades.

Ils ne sont pas de ceux qui ne pensent pas que ce qui a manqué à leur insurrection ou à leur révolution, c'est une avant-garde et un programme. Ils comprennent leur mouvement comme une partie d'une symptomatologie mondiale pleine de particularités, autant par la tradition et la culture de ces peuples que par la nécessaire innovation que cette phase du capitalisme.

De même que le cyclope de l'*Odyssée* perdit tout contrôle lorsque Ulysse se présenta face à lui comme « Personne », le pouvoir, habitué à avoir un interlocuteur ou à l'inventer, perd tout contrôle lorsque le leader n'apparaît pas. La non-apparition du sous-commandant Marcos au Parlement en mars 2001 et l'impressionnante intervention de la commandante Esther, déclarant que les commandants, c'étaient eux, ceux qui commandent en obéissant, constitua un exemple lumineux. La construction de « personne » n'est pas simple. Il s'agit d'un processus plein de difficultés et d'obstacles. Autrefois, on disait que le parti révolutionnaire était le sujet théorique et politique de la révolution et que les masses en étaient le sujet politique et pratique. Selon la logique que j'ai tenté d'exposer, « personne » est le sujet pratique, politique et théorique de la rébellion ou de la révolution (avec minuscule) ou de la Révolution (avec majuscule).

Certains pourraient considérer tout cela non seulement utopique, mais avant tout inutile et inutilisable. Ceux qui « ont échappé au naufrage en abandonnant les meubles » proposent pourtant une utopie réactionnaire : humaniser le capitalisme. Disposer de programmes pour réduire la famine sous un angle philanthropique d'État, cela offre-t-il une perspective à la gauche ? Est-ce pour cela que nous nous battons depuis des années ? Nous sommes nombreux à préférer le rôle de ceux qui « soutiennent le ciel », même si jamais nous ne le connaîtrons.

Le 1er janvier 1994, il y a dix ans, les zapatistes se sont lancés dans la création héroïque de « personne ». Le chemin semble long, mais ce n'est que le début : « Dans le monde qui doit être construit, à la différence de celui-ci et des précédents, dont la largeur est attribuée à divers dieux, lorsque quelqu'un demandera "qui a fait ce monde ?", la réponse, ce sera "personne". Et pour deviner ce monde et commencer à le bâtir, il faut voir loin dans la géographie du temps. Celui qui est en haut a une courte vue. Il se trompe lorsqu'il confond un miroir avec des longues-vues. Celui qui est en bas, "personne", n'arrive même pas à se dresser sur la pointe des pieds pour deviner ce qui suit. Car la longue-vue du rebelle ne sert même pas à regarder quelques pas au-delà. Ce n'est qu'un kaléidoscope où les figures et les couleurs varient selon les jeux de lumière. Ce ne sont pas des outils de prophète, mais seulement une intuition. Le monde, l'Histoire, la vie auront des formes et des caractéristiques que nous ignorons encore, mais que nous désirons. Avec son kaléidoscope, le rebelle voit plus loin que le tout-puissant avec sa longue-vue digitale. »[8]

Traduit de l'espagnol par Mariana Sanchez

1 Enrique Krauze, « Zapata contra Cardenas », *La Jornada*, 24 novembre 1991.
2 Octavio Paz, « Burocracias celestes y terrestres : carta a Adolfo Gilly », *Revista Plural*, 5 février 1972.
3 Interview du sous-commandant Marcos par Blanche Petrich et Elio Henriquez, *La Jornada*, 6 février 1994.
4 Cité par Alvaro Bianchi et Ruy Braga dans « La izquierda brasileña y el gobierno de Lula », revue *Desde los 4 puntos*, octobre 2003.
5 Sous-commandant Marcos, « A las Juntas de buen gobierno zapatista ».
6 Voir Daniel Bensaïd, *Walter Benjamin, sentinelle messianique*, Paris, Plon, 1990.
7 Sous-commandant Marcos, « La Treceava estela. Primera parte : un caracol ».
8 Sous-commandant Marcos, « Otra geografia », *Idem*.